

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien espagnol "El País" du 26 avril 2009, notamment sur la coopération internationale face à la crise économique et financière, la France dans l'OTAN et sur les relations franco-espagnoles.

Q - Vous avez dit ne pas vous être trompé sur la politique économique adoptée en France pendant la crise. Cependant, la protestation sociale monte. Le 1er mai est convoquée une nouvelle manifestation prévue massive dans les rues, c'est la troisième. Vous pensez toujours ne pas vous être trompé ? Pourquoi ?

R - La crise que nous traversons ne ressemble à aucune autre. Personne, pas même les meilleurs économistes, ne l'avait anticipée en tout cas dans son calendrier et sa profondeur. Et personne aujourd'hui ne peut dire avec certitude ce qui va se passer, ni combien de temps cela va durer. Tout cela oblige à beaucoup d'humilité. Et pourtant, même dans ce contexte incertain et difficile, notre responsabilité, en tant que dirigeants, c'est de prendre des décisions. C'est ce que nous faisons tous les jours, en essayant de ne pas commettre d'erreur qui aggraveraient la crise. Nous cherchons tous, en France comme en Espagne, à faire les meilleurs choix au meilleur moment. Est-ce que nous y sommes parvenus jusqu'à présent ? Il est probablement trop tôt pour porter un jugement définitif mais ce qui est sûr, c'est qu'à ce stade, nos choix se sont révélés judicieux. Je pense d'abord à tout ce que nous avons accompli avec nos partenaires européens pour organiser la coopération internationale. L'Europe a été un moteur face à cette crise. Je vous rappelle que c'est le plan européen de soutien aux banques qui a permis d'éviter l'effondrement complet du système financier international. Ce sont également les Européens qui ont demandé et obtenu la création du G20. Et c'est encore l'Europe qui, par son haut niveau d'exigence, a largement contribué à ce que le sommet de Londres débouche sur des avancées historiques, notamment en matière de régulation.

Mais je pense aussi à toutes les mesures que nous avons prises en France pour garantir la sécurité et la continuité du système bancaire, pour soutenir l'économie avec un plan de relance ambitieux axé sur les investissements afin de moderniser en même temps le pays, et enfin pour venir en aide aux Français les plus durement touchés par la crise.

J'observe d'ailleurs que certaines de nos initiatives ont inspiré nos partenaires, même lorsqu'elles avaient dans un premier temps suscité quelques réserves. Je pense par exemple aux mesures que nous avons prises pour soutenir le secteur automobile, qu'il s'agisse de la prime à la casse ou bien du plan de soutien aux constructeurs.

Je constate que notre pays résiste pour l'instant plutôt mieux que d'autres, peut être parce que les excès de la période passée ont été moins prononcés mais peut être aussi parce que les mesures que nous avons prises commencent à produire leurs effets. Je n'en fais pas un motif de satisfaction, j'y vois plutôt une incitation, pour le gouvernement et pour moi-même, à ne pas baisser la garde et à continuer à agir avec la même énergie et avec la même détermination. Vous parlez de l'inquiétude des Français, mais dans une période aussi troublée, cette inquiétude est parfaitement compréhensible, je dirais même qu'il est normal qu'elle s'exprime car des gens

perdent leurs emplois et ne savent pas de quoi demain sera fait pour eux. Ce n'est d'ailleurs pas propre à la France où nous avons la chance d'avoir un système de protection sociale développé. Mais cela ne nous exonère pas de faire plus pour eux. Nous devons à la fois traiter l'urgence, par exemple en améliorant les conditions d'indemnisation du chômage partiel, et préparer l'avenir, comme nous le faisons en soutenant les entreprises à fort potentiel de croissance et en modernisant les universités. C'est comme cela que nous pourrions redonner aux gens confiance dans l'avenir.

Q - Vous avez toujours défendu la moralisation du capitalisme. Comment y parvient-on ?

Considérez-vous que la réunion du G20 en constitue le premier pas ?

R - Pour moi, la moralisation du capitalisme signifie qu'il faut mettre fin aux dérives des dernières décennies, qui ont conduit à la crise que nous connaissons aujourd'hui. Ces dérives, ce sont celles d'un capitalisme qui a donné la primauté au spéculateur sur l'entrepreneur, au court terme sur le long terme, à l'économie fictive sur l'économie réelle et un capitalisme qui a poussé à la prise de risques de plus en plus inconsidérés dont l'ampleur était dissimulée et qui a laissé certains spéculer plutôt qu'investir et un système qui a accepté que les agences de notation fassent commerce de la confiance dans des produits toxiques et un système qui a toléré que les "hedge funds" échappent à tout contrôle alors que la moindre banque régionale en France comme en Espagne y est soumise et un système enfin qui a laissé se multiplier les paradis fiscaux. C'est tout cela qu'il faut changer. Comment y parvient-on ? En reconstruisant un système mieux régulé, mieux encadré et plus transparent et en revenant aux valeurs fondamentales du capitalisme : le travail, l'effort, la responsabilité et en redonnant la primauté à l'entrepreneur, à l'investisseur.

Pour cela, il était indispensable que le monde se rassemble. C'est ce que j'ai demandé dès le mois de septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies et c'est ce que nous avons obtenu, avec nos partenaires européens, avec la création du G20.

Le sommet de Londres après celui de Washington en novembre, a permis des avancées réellement historiques. Plus que le "premier pas" que vous évoquez dans votre question, il s'agit d'un véritable changement. Imaginez un peu : nous avons mis en vigueur le principe selon lequel plus aucun acteur, plus aucun établissement financier, plus aucune place financière n'échapperait désormais aux contrôles. Et cela concerne aussi bien les agences de notation que les "hedge funds". Nous avons publié la liste des paradis fiscaux qui doivent maintenant se conformer aux exigences de transparence de la communauté financière internationale et nous nous sommes entendus pour sanctionner ceux qui refuseraient de le faire. Nous avons adopté des règles sur les rémunérations dans les banques afin que celles-ci n'incitent plus à une prise de risque démesurée et nous nous sommes entendus pour faire profondément évoluer les normes comptables, afin qu'elles n'amplifient pas la crise après avoir amplifié de manière totalement artificielle la richesse créée autrefois.

Bien sûr, nous ne sommes pas encore au bout du chemin. Il faut maintenant que toutes ces réformes produisent concrètement leurs effets. Nous devons aussi avancer sur d'autres chantiers, en particulier sur la réforme de la gouvernance économique mondiale. C'est pourquoi nous nous réunirons à nouveau en septembre. Mais très franchement, personne ne pensait que nous serions capables d'aller aussi loin aussi vite quand l'idée a été lancée de réformer le système financier international.

Q - De quelle façon la scène internationale a-t-elle changé avec l'arrivée de Barack Obama ?

R - Depuis son élection, le président Obama a fait clairement le choix de la concertation. C'est essentiel car nous vivons désormais dans un monde où personne ne peut plus prétendre régler seul les problèmes. Pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés, la coopération est indispensable.

Sur plusieurs sujets fondamentaux, la vision des Etats-Unis et celle des Européens se sont également beaucoup rapprochées. C'est vrai dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique, où l'engagement des Etats-Unis sera déterminant pour obtenir des résultats. C'est vrai aussi en Afghanistan, où la nouvelle stratégie de l'administration américaine rejoint en tous points notre approche. C'est aussi le cas sur le dossier iranien où les Etats-Unis ont décidé de

points notre approche. C'est encore le cas sur le dossier iranien, où les Etats-Unis ont décidé de privilégier un dialogue exigeant et sans complaisance, dans lequel nous, Européens, sommes engagés depuis 2003.

Le nouveau climat qui s'est installé dans les relations entre les Etats-Unis et la Russie est également très encourageant, de même que la volonté des Américains de se réengager en faveur de la paix au Proche-Orient et de convaincre le régime cubain d'avancer sur le chemin des réformes. Enfin, je n'oublie pas non plus les annonces prometteuses qu'a faites le président Obama en matière de désarmement.

Sur tous ces sujets, et sur beaucoup d'autres encore, les perspectives de coopération entre l'Europe et les Etats-Unis sont immenses. C'est dans cette voie que nous devons nous engager, car l'Histoire a montré qu'Européens et Américains ne sont jamais aussi forts, aussi capables de faire bouger les lignes et de changer le cours des choses que lorsqu'ils sont unis. On l'a encore vu lors de la tournée du président Obama en Europe où la parfaite entente entre l'Union européenne et les Etats-Unis a permis de faire du G20 de Londres et du Sommet de l'OTAN deux succès remarquables. A chaque fois, l'engagement et la détermination du président Obama ont joué un rôle décisif.

Q - Pourquoi la Turquie ne doit-elle pas entrer dans l'Union européenne ?

R - Ma position sur cette question est claire et n'a pas changé : la Turquie est un grand pays ami, et même allié puisqu'il est membre de l'OTAN. Sa vocation est d'avoir avec l'Union européenne des liens aussi étroits que possible mais pas d'en devenir membre. Etablir entre l'Union européenne et la Turquie un véritable partenariat privilégié est la solution la plus raisonnable pour l'Europe comme pour la Turquie.

Q - Trouvez-vous approprié le fait qu'Obama se soit prononcé pour l'entrée de la Turquie ?

R - Cela ne me dérange absolument pas que le président américain ait souhaité nous faire part de son avis sur cette question. Le président Obama est un homme de convictions et je trouve tout à fait normal qu'il les défende. Pour le reste, c'est une décision qui relève bien sûr des seuls membres de l'Union européenne, qui doivent se prononcer à l'unanimité. Je viens de vous dire ma conviction sur le sujet. Elle ne changera pas.

Q - Pourquoi la France devait-elle rejoindre le commandement intégré de l'OTAN ?

R - Il fallait mettre fin à une situation qui n'avait plus de raison d'être et que plus personne ne comprenait, ni en France, ni parmi nos alliés. Nous sommes membre fondateur de l'OTAN, nous n'avons jamais quitté l'Alliance dont nous sommes même devenus l'un des principaux contributeurs. Mais malgré cela, nous restions, de notre propre fait, en dehors des structures de commandement. En clair, nous risquions la vie de nos soldats dans les opérations de l'Alliance, mais nous refusions de participer aux réunions où se prenaient les décisions stratégiques concernant ces mêmes opérations. Et contrairement à une légende trop longtemps entretenue, cela ne renforçait en rien notre indépendance nationale.

Le retour dans le commandement intégré de l'OTAN permettra à la France d'être plus forte et plus influente. L'Europe elle-même sera plus forte au sein de l'Alliance. Ce retour permettra également de renforcer la Défense européenne, en mettant fin au soupçon, chez nos partenaires, que notre engagement en faveur de la défense européenne n'est qu'un moyen d'affaiblir le lien transatlantique.

J'ai toujours défendu l'idée qu'il ne fallait pas opposer l'OTAN et l'Europe de la Défense, parce qu'elles sont complémentaires et parce que nous avons besoin des deux. C'est ce qu'avait compris l'Espagne dès les années 1980-90, où gauche et droite ont soutenu la pleine participation de l'Espagne à l'OTAN. Mon ami Felipe Gonzalez a joué un rôle éminent dans ce processus.

Il s'agit maintenant de nous tourner vers l'avenir et de réfléchir ensemble à l'Alliance dont nous aurons besoin dans les prochaines décennies. C'est ce que nous avons fait au sommet du 60ème anniversaire, qui s'est tenu les 3 et 4 avril derniers à Strasbourg et à Kehl, en lançant les travaux pour la définition d'un nouveau concept stratégique.

Q - On vous a accusé parfois de protectionnisme pour avoir dit que vous n'aideriez aucune entreprise dont les usines décideraient de quitter la France. Les usines des constructeurs

d'automobiles français implantées en Espagne sont-elles en danger ?

R - C'est exactement l'inverse. En soutenant les constructeurs français dans une période extraordinairement difficile pour eux, nous les aidons aussi à sauver les usines et les emplois installés à l'étranger et notamment en Espagne.

Qui peut sérieusement croire que lorsque de grands groupes comme PSA ou Renault sont frappés de plein fouet par une crise aussi violente, seules les usines implantées en France sont concernées ? C'est tous les emplois qui sont menacés, y compris ceux qui se trouvent à l'étranger.

D'ailleurs, je crois que plus personne aujourd'hui ne considère que les mesures que nous avons prises étaient protectionnistes. J'observe, au contraire, que notre plan a non seulement été jugé conforme au droit communautaire par la Commission, mais qu'il a également inspiré des initiatives semblables chez un certain nombre de nos partenaires européens. Je m'en réjouis, car nous n'avons pas le droit de laisser s'effondrer l'industrie automobile européenne.

Q - Votre relation personnelle et politique avec le précédent président espagnol, José Maria Aznar, était excellente. Comment sont désormais ces relations avec le socialiste José Luis Rodriguez Zapatero ? Un article du journal français Libération vous citait disant que vous considérez le Président Zapatero n'était pas très intelligent. L'Elysée a démenti mais avez-vous quelque chose à ajouter ?

R - Ne comptez pas sur moi pour commenter ces rumeurs absurdes, qui ont de surcroît déjà été démenties par les participants à cette réunion, y compris ceux issus de l'opposition. Qu'il se trouve, en France, des personnes pour tenter d'instrumentaliser de tels mensonges ne me surprend pas, même si cela laisse songeur quant à l'idée qu'ils se font de la responsabilité en politique.

Avec José Luis, nous nous connaissons depuis longtemps et nos relations - ce n'est un secret pour personne - vont bien au-delà d'une simple relation entre dirigeants étrangers. Nous avons l'un pour l'autre une grande estime, une affection sincère et, je crois pouvoir le dire, une réelle amitié.

Bien que nous n'appartenions pas à la même famille politique, nous avons toujours su travailler ensemble, que ce soit pour renforcer les relations entre nos deux pays ou pour avancer ensemble sur les grandes questions européennes et internationales. Déjà lorsque j'étais ministre de l'Intérieur, José Luis et moi avons poursuivi avec beaucoup de détermination les efforts engagés avec le gouvernement de mon ami José Maria Aznar pour renforcer notre coopération, notamment en matière de lutte contre le terrorisme. Depuis que je suis président de la République, mes relations avec le président Zapatero se sont encore renforcées. Nous partageons une même volonté d'approfondir encore l'amitié entre nos deux pays et de la mettre au service des grands défis de notre époque. C'est la raison pour laquelle je me suis battu pour que l'Espagne soit membre du G20.

Vous l'avez compris, pour moi, José Luis est un homme de talent, un homme de conviction, un grand d'Europe, mais c'est d'abord l'ami que je me réjouis de retrouver dans quelques jours à Madrid, à l'occasion de cette visite d'Etat qui me tient beaucoup à coeur. Je reverrai également avec beaucoup plaisir le Roi Juan Carlos, dont je suis aussi très proche et pour lequel j'éprouve une grande admiration. Cette visite, j'en suis convaincu, marquera un temps fort de l'amitié entre nos deux pays et entre nos deux peuples.